



Conférence des Doyens des facultés de Médecine



5^{ème} CONFÉRENCE DE CONCERTATION SUR LES RISQUES PSYCHO-SOCIAUX ET LES VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES

“ VSS et RPS dans les études de santé :
briser le silence, bâtir un environnement sûr et soutenant ”

Note de synthèse – Session 1 : Entre plan ministériel de lutte contre les violences sexistes et sexuelles et recommandations nationales

*Conférence des doyens de médecine – 5^e conférence de concertation
RPS & VSS – 7 octobre 2025*

Pr Florence LE JEUNE, Doyen de la faculté de médecine de Rennes

Les représentants des étudiants (ISNI, ISNAR-MG et ANEMF) se félicitent d’être impliqués dans ces discussions qu’ils rapportent comme un sujet majeur avec encore des actions à mener. Ils travaillent ensemble avec des demandes communes faisant suite à l’enquête nationale de 2020. Ils s’entendent sur la généralisation des systèmes de signalement mais regrettent la persistance de la peur chez des victimes amenées à témoigner contre leur hiérarchie, l’absence de sanctions évidentes et souvent longues à venir. Ils recherchent à long terme un système à l’écoute et protecteur. Ils proposent de rendre obligatoire des formations pour les étudiants et les enseignants pour le management et des amphithéâtres de sensibilisation.

Pr HINGRAY, PUPH de psychiatrie, responsable de la Maison de la Résilience à Nancy, vice-présidente de l'association « Donner des Elles à la santé », et assesseur VSS de la faculté de Nancy fait un retour sur les questions principales : les faits, les signalements, les enquêtes et les sanctions. Elle constate également qu'il persiste une omerta malgré les actions mises en œuvre au niveau local sur la plupart des sites et qu'il est important de protéger les victimes et ce longtemps après leur dépôt de plainte. Elle focalise sur l'importance de la formation des étudiants et des enseignants : mais avec quelles modalités et à quel moment ? Sans doute cela doit être uniformisé sur le plan national. Elle montre aussi l'importance d'avoir une remontée des alertes locales sur une plateforme nationale pour un meilleur suivi. Elle rapporte aussi la nécessité d'une meilleure collaboration entre les différentes structures : CHU-CH, Facultés, universités, ARS, justice, CNG et ordre pour fluidifier la complexité des procédures.

Les représentants des ministères : Véronique LESTANG-PRECHAC, Sous directrice Territoires Société Savoirs DGESIP-DGRI Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche et Nicolas DELMAS (représentant du ministère de la santé) ont présenté les plans ministériels déjà en place depuis 2021 et devant être prolongé tant qu'il persistera des situations de VSS dans les établissements hospitaliers et universitaires. Un des points à améliorer est le manque de communication entre les différentes structures pour suivre les sanctions. Les deux ministères soulignent aussi l'importance de mettre en place des formations, même s'il en existe déjà.

En synthèse : Rester à l'écoute et continuer à signaler, mettre en place des formations nationales et uniformisées des étudiants et les enseignants, améliorer la communication entre les situations locales et le niveau national pour mieux suivre les dossiers, diminuer la complexité et la lenteur des procédures pour voir les sanctions plus tôt.

Note de synthèse – Session 2 : Panorama des actions mises en œuvre dans les universités

*Conférence des doyens de médecine – 5e conférence de concertation
RPS & VSS – 7 octobre 2025*

Pr Denis ANGOULVANT, Doyen de la faculté de médecine de Tours et Véronique LESTANG-PRECHAC, sous directrice Territoires Société Savoirs DGESIP-DGRI Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche

La session a permis de dresser un état des lieux des dispositifs universitaires de prévention et de prise en charge des violences sexistes et sexuelles (VSS) et des risques psychosociaux (RPS), en s'appuyant sur les résultats d'un sondage national, la présentation d'expériences locales exemplaires et l'analyse des outils de signalement institutionnels.

Le diaporama présenté par Saga BOURGEOIS (ISNAR-MG) met en évidence la persistance d'une forte détresse psychologique chez les étudiants en médecine, avec un nombre significatif d'idées suicidaires et d'abandons envisagés. Il appelle à renforcer la

confiance dans les dispositifs de prévention des VSS et RPS par une communication coordonnée et une gestion transparente des signalements dans chaque UFR.

Le sondage mené auprès des UFR de médecine par la Pr Nathalie BEDNAREK confirme la généralisation des structures d'accompagnement : toutes les facultés disposent désormais d'une cellule dédiée, souvent en lien avec les SSE et la CNAES. Les moyens humains demeurent toutefois inégaux (0,6 ETP psychologue en moyenne) et les délais d'accès à un rendez-vous restent variables. Les UFR mènent dans leur grande majorité des actions pédagogiques visant à libérer la parole : formations VSS, médiations artistiques, UE de gestion du stress, interventions associatives. La consolidation des ressources humaines et la pérennisation des financements apparaissent comme des enjeux centraux.



L'expérience de la faculté de médecine de Brest, présentée par la Pr Béatrice COCHENER, illustre la montée en puissance d'approches intégrées : la « CARE » (Cellule d'accompagnement à la réussite des étudiants) associe entretiens obligatoires et libre-accès, suivi personnalisé, et articulation étroite avec les référents VSS-RPS, les élus étudiants et le tutorat. Les entretiens systématiques (650 par an) permettent d'identifier précocement les situations de mal-être ou de violence, et de renforcer le continuum entre prévention, repérage et accompagnement. Cette approche pluridisciplinaire et proactive constitue un modèle transférable.

Les dispositifs de prévention et de prise en charge des VSS et RPS existants à la faculté de médecine de Rennes ont été présentée par la Pr Florence LE JEUNE. Ceux-ci associent une cellule d'écoute et de signalement, des commissions dédiées (Ariane et DIHAMSS), un accompagnement psychologique via le SSE et des formations obligatoires à la santé mentale et au respect dans les études médicales.

M Thomas HUMBERT et Mme Louise DELAVIER (CNAES) ont rappelé la montée en charge du dispositif national : plus de 5 800 sollicitations entre 2023 et 2025,

majoritairement des étudiantes, et un nombre croissant de signalements transmis aux rectorats et ARS. L'évaluation des plateformes repose sur leur accessibilité, la qualité de l'orientation, et la restitution des suites données, encore trop peu visibles pour les usagers. La CNAES appelle à renforcer la communication institutionnelle et la traçabilité des réponses.

Enfin, Mme Danielle TOUPILLIER, médiatrice nationale, a souligné les attentes fortes en matière de lisibilité, de réactivité et de confiance envers les dispositifs. Les étudiants et personnels demandent des procédures plus rapides, des retours systématiques sur les signalements et une meilleure articulation entre niveaux : UFR, université, CHU, et médiation nationale.

En synthèse : de cette session se dégage l'image d'un réseau désormais structuré, mais encore hétérogène : l'enjeu pour les mois à venir sera de consolider les dispositifs existants, d'en évaluer la performance et d'assurer une visibilité nationale des bonnes pratiques, à l'image des expériences brestoises et rennaises.

Note de synthèse – Session : Table ronde VSS et RPS Comment inscrire les actions dans la durée.

Conférence des doyens de médecine – 5e conférence de concertation RPS & VSS – 7 octobre 2025

Modération : Pr Patrick HAUTECOEUR et Dr Pascal MAUREL, ORTUS

En introduction, Patrick HAUTECOEUR, doyen honoraire de la FMMS à Lille, rappelle les conclusions inquiétantes de l'étude 2025 de l'institut Montaigne, Teale, Ipsos, IESEG sur la santé mentale de 5 600 étudiants (seulement 45 % s'estiment en bonne santé mentale) dans laquelle 10 % déclarent avoir été victimes de VSS ; la composition de l'échantillon montre que la question dépasse largement le monde de la santé et touche l'ensemble des jeunes de la nouvelle génération en enseignement supérieur.

Il donne ensuite la mission à chacun des intervenants de proposer une action, un levier ou une solution permettant d'avancer concrètement en l'inscrivant dans la durée.

Trois temps se succèdent alors en donnant la parole d'abord aux :

- Étudiants représentés par Pauline VINCENT (vice-présidente chargée de la lutte contre les VSS, ANEMF), Mélanie DEBARREIX (présidente, ISNI) et Saga BOURGEOIS (porte-parole, ISNAR-MG) puis
- Représentés des Experts : Soraya HUGAIN (Présidente de Jeunes Médecins Ile-de-France, Xavier de BOISSEZON (Toulouse), Laurence MARBACH Présidente de la Ligue pour la santé des étudiants et internes en médecine (LIPSEIM)
- Institutionnels représentés par les Pr Marjan NADJAFIZADEH (Directrice du Département de Maïeutique, Université de Lorraine), Pr Marie-Thérèse LECCIA (Vice-Présidente de la Conférence des présidents de CME des CHU), Pr Vianney DESCROIX (Président de la conférence des Doyens d'Odontologie), Pr Jean Marc CHILLON (Doyen de la faculté de Pharmacie de Picardie)

Un consensus s'établit pour mettre l'accent sur la prévention, la formation, la protection et la mise en place de comités locaux dédiés aux VSS et plus largement aux RPS et à la qualité de vie. L'objectif à terme étant un changement total de paradigme concernant le compagnonnage afin de prendre en compte les doléances légitimes de la génération actuelle.

- Formation des étudiants (préentré, première journée de stages, module dédié à ces questions prévu dans le nouveau programme des études en maïeutique)
- Formation des encadrants, médecins et personnels administratifs, formation qui devrait être exigeante, pluriprofessionnelle, obligatoire, répétée (idéalement pluriannuelle mais prendre en compte la faisabilité et le coût économique de cette formation). L'expérience du module d'enseignement de management pour les docteurs juniors en MPR, présentée par le Pr de BOISSEZON, est mise en exergue lors de cette table ronde
- Mise en place de comités locaux dans chaque université afin de repérer et d'instruire les signalements, d'élaborer les enquêtes administratives et plus globalement de briser le silence et lutter contre l'omerta, réalité ou sentiment toujours présents dans l'esprit des jeunes.
- Instaurer partout un climat de confiance en créant une ambiance plus protectrice pour cette nouvelle génération formatée par le numérique et souffrant d'un monde trop vertical, notamment à l'hôpital, ne réagissant pas dans l'immédiateté à leurs demandes.

